Des investisseurs intègrent l'économie verte dans leurs opérations

mardi 14 juillet 2009

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a lancé en octobre 2008 une "Initiative pour une économie verte" dont l'objectif de fond est de surmonter tout à la fois la crise économique et la crise écologique mondiales en favorisant les investissements et la création d'emploi dans les "technologies propres et les infrastructures naturelles". Les rapports, études et prises de positions sur ce thème se succèdent en ce moment à un rythme soutenu ; Adéquations propose ici une sélection d'informations sur ce sujet.

Sommaire de cet article

- [Des investisseurs intègrent l'économie verte dans leurs opérations](#)
- [Soutenir l'Economie verte pour assurer une reprise économique mondiale durable](#)
- [Le PNUE lance une initiative d'économie verte pour relancer les marchés mondiaux](#)

Des investisseurs intègrent l'économie verte dans leurs opérations

Communiqué de l'ONU, 14 juillet 2009

Un puissant groupe de gestionnaires de fonds, représentant quelque 2.000 milliards d'avoirs, estime désormais que l'intégration des considérations sociales, de gouvernance et d'environnement ne sont plus un luxe mais une responsabilité légale.

Un nouveau rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) souligne en effet que les investisseurs institutionnels - tels que les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les fonds gouvernementaux, les fonds mutuels et fondations - ont un rôle central dans la transition vers une économie verte.

Ils pourraient faire face à un risque très réel d'être attaqués en justice pour négligence s'ils ne le font pas, estime le rapport produit par le Groupe de travail sur la gestion d'actifs de l'Initiative financière du PNUE, qui regroupe 180 institutions financières à travers le monde.

Le rapport fournit des clauses juridiques destinées à être incluses dans les contrats entre investisseurs institutionnels et gestionnaires d'actifs.

« A mesure que les investisseurs reviennent sur les marchés, la question est de savoir si les fonds iront à l'économie brune d'hier ou à la nouvelle économie verte », a déclaré Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE.

L'initiative reçoit notamment le soutien du ministère des finances de la Norvège, qui gère le fonds de pension national, disposant de plus de 370 milliards de dollars d'actifs.

Le rapport est publié dans la perspective d'une réunion sur les Principes d'investissement responsables à Sydney (Australie), auxquels ont souscrit 560 institutions, représentant 18.000 milliards d'actifs dans le monde.

Soutenir l'Economie verte pour assurer une reprise économique mondiale durable

Communiqué de l'ONU, 25 juin 2009

Dans une déclaration faite mercredi à la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, à New York, une vingtaine d'agences du système des Nations Unies relèvent que « l'actuelle crise économique et financière exige une réponse collective de la communauté mondiale », et plaident pour le développement de l'Economie verte.

C'est "uni dans l'action" que ces agences, représentées par Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), se sont prononcés en faveur d'une transition vers "moins de carbone", et le soutien à une Economie verte efficace, capable de fournir de multiples opportunités économiques, sociales et environnementales dans ce 21e siècle.

« Investir les fonds de relance économique dans des secteurs tels que les technologies énergétiques efficaces, les énergies renouvelables, les transports publics, l'agriculture durable, le tourisme respectueux de l'environnement, et la gestion durable des ressources naturelles, notamment les écosystèmes et la biodiversité, reflète la conviction que l'Economie verte peut créer de nouvelles industries dynamiques, des emplois de qualité, engendrer la croissance des revenus, tout en atténuant les effets des changements climatiques et en arrêtant le déclin de la biodiversité », expliquent les agences onusiennes.

Ce choix, poursuivent-elles, dans leur déclaration, est « susceptible de contribuer au redressement économique, à la création d'emplois décents et à la réduction des pénuries alimentaire, énergétique, en eau, mais aussi de faire face aux crises relatives aux écosystèmes et au climat, qui ont des effets sur les populations pauvres ».

Par ailleurs, les agences estiment que les grands pays devraient veiller à ce que les pays en développement disposent de ressources financières pour lancer leurs propres programmes de relance et avoir un accès accru aux marchés internationaux pour une reprise rapide des échanges commerciaux.

Elles appellent également les pays donateurs à concrétiser leurs engagements en matière d'aide financière, notamment ceux faits aux cours des sommets du G8 et du G20. Elles souhaitent en outre l'élimination progressive des subventions "perverses" et la prévention du protectionnisme.

Au cours des six derniers mois, une grande variété d'organismes du système des Nations Unies, notamment les institutions de Bretton Woods et les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement ont été impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'une Initiative sur l'économie verte.

Les agences impliquées sont notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Agence des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Le PNUE lance une initiative d'économie verte pour relancer les marchés mondiaux

Reprise d'un communiqué du PNUE du 22 octobre 2008 : lancement de l'initiative "économie verte".

"Un new deal écologique mondial" - Investir dans l'environnement, une occasion historique pour relancer l'économie et la création d'emplois au 21ème siècle.

La mobilisation et la re-focalisation de l'économie mondiale sur les investissements dans des technologies propres et des infrastructures naturelles, telles que les forêts et les sols, sont le meilleur pari pour une réelle croissance, pour combattre le changement climatique et provoquer des créations d'emplois au 21ème siècle.

L'appel a été lancé aujourd'hui lors du lancement de l'Initiative d'économie verte par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et les économistes de renommées mondiales, de saisir cette opportunité historique pour réaliser aujourd'hui l'économie de demain.

Achim Steiner, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies et Directeur Exécutif du PNUE a dit : "Les crises économiques, énergétiques et alimentaire de 2008, sont en partie le résultat d'une spéculation et d'un échec des gouvernements à diriger de manière intelligente en se focalisant sur les marchés."

"Mais elles proviennent également d'un échec plus étendu du marché, déclenchant des pertes toujours plus importantes et plus inquiétantes du capital et des ressources naturelles, ajouté à une dépendance l'excessive sur les combustibles fossiles limités et souvent subventionnés" a-t-il mentionné.

"D'un autre côté, d'énormes avantages économiques, sociaux et environnementaux découleront probablement du combat contre le changement climatique et du réinvestissement dans des infrastructures naturelles - un éventail d'avantages allant de nouveaux emplois verts dans des technologies et énergies propres, jusqu'à une agriculture durable et des entreprises "écologiques" a-t-il ajouté.

M. Steiner a souligné le besoin crucial et urgent d'amener de nouvelles manières de penser, créatives et transformatives lors de la conférence Internationale sur le "Financement pour le Développement à Doha, Qatar" qui aura lieu ces prochains mois au siège des Nations Unies à New York."

D'autres rendez-vous déterminants auront également lieu au niveau international, tel que la rencontre au sommet du G8+5 demandée par le président français Nicolas Sarkozy sur la crise financière actuelle, ainsi que la prochaine convention de l'ONU sur le changement climatique, qui aura lieu en décembre à Poznan, en Pologne.

"Des idées innovantes doivent être discutées et des décisions cruciales prises. L'alternative est plus un cycle d'expansion - récession, une météo stressée et un effondrement du stock de poissons et de terrains fertiles allant jusqu'aux écosystèmes forestiers - de vastes possibilités naturelles qui pour une fraction du coût des machines, stockent l'eau et le carbone, stabilisent les sols ; soutiennent les modes de subsistance indigènes et ruraux et entretiennent les ressources génétiques à raison de centaines de milliards de dollars par an," a dit M. Steiner.

Hilary Benn, Defra SoS, a dit : "La révolution technologique verte doit s'accélérer, car plus d'emplois seront dans les industries de l'environnement. L'Angleterre s'engage à bâtir une économie verte à la maison et à l'étranger : cela sera bon non seulement pour les affaires et pour l'environnement mais aussi pour le développement.

L'initiative du PNUE aidera à opérer ce changement, en particulier en nous aidant à comprendre à quel point nous dépendons de l'environnement - le sol, l'air, l'eau et la biodiversité - pour notre existence. "

Modèles économiques actuels - Le peuple et la planète floués

Pavan Sukdhev, banquier expérimenté de la Deutsche Banque qui seconde le PNUE dans sa recherche, a déclaré : "Les modèles économiques du 20ème siècle ont désormais atteint les limites de leurs possibilités - possibilités en terme d'amélioration des conditions de vie pour les 2.6 milliard de personnes vivant encore avec moins de \$2 par jour et en terme d'empreinte écologique".

"Des investissements seront bientôt à nouveau investis dans l'économie mondiale - La question est : iront-ils dans notre vieille économie à court terme actuelle, ou bien dans une nouvelle économie verte qui traitera de multiples défis tout en produisant de nombreuses opportunités économiques pour les pauvres ainsi que pour les personnes aisées", dit-il.

Le nouveau rapport permettra aux gouvernements de faire de meilleurs choix et d'envoyer de bons signaux issus du marché aux investisseurs, entrepreneurs et consommateurs du monde entier. Ainsi, "nous évoluerons d'une exploitation de la planète vers une meilleure gestion et un réinvestissement dans ses ressources", a dit M. Steiner

L'initiative d'économie verte, qui a coûté environ 4 millions de \$ à la Commission Européenne, à l'Allemagne et à la Norvège, a en partie été initiée à la demande du G8+5 il y a deux ans.

L'étude du G8+5 sur les sciences économiques des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), également menée par M. Sukdhev, et financée par la Commission Européenne et l'Allemagne, dont les conclusions de la phase I ont été publiées en mai dernier lors de la Convention sur la Diversité Biologique à Bonn.

Ces conclusions ont souligné l'ampleur des pertes économiques "usuelles" et montré de liens solides entre les pertes d'écosystèmes et de biodiversité et la persistance de la pauvreté.

L'Initiative d'économie verte comprend trois piliers - évaluer et intégrer les possibilités nationales et internationales de la nature ; générer des emplois verts et établir des politiques, instruments et signaux du marché capables d'accélérer la transition vers une économie verte.

La stratégie construite sur les résultats du TEEB est aussi liée à l'Initiative des emplois verts du PNUE, de l'Organisation Internationale du Travail, la Confédération Syndicale Internationale et l'Organisation Internationale des Employeurs.

L'Initiative d'économie verte s'appuiera sur le travail considérable déjà produit par le PNUE, le système des Nations Unies et d'autres organisations, allant des impacts et des opportunités de la pêche, des carburants et d'autres subventions jusqu'aux mécanismes innovateurs du marché et aux produits financiers amorçant déjà une transition.

En 18 à 24 mois, les gouvernements - du Nord et du Sud - devraient avoir à disposition une évaluation complète ainsi que les outils nécessaires pour réaliser une transition indispensable.

Erik Solheim, Ministre Norvégien de l'Environnement, a déclaré : "Il y a des moments dans l'histoire où il est temps pour une idée de se réaliser - c'est le cas pour l'Initiative d'économie verte. La Norvège soutient entièrement l'initiative du PNUE. Des approches et des actions innovatrices sont nécessaires dans la situation actuelle très complexe d'une crise environnementale fondamentale, en plus d'une situation financière internationale hors contrôle.

Je félicite le PNUE d'avoir agit si rapidement et au moment opportun - et tout particulièrement la manière dont le PNUE et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ont démontré l'énorme potentiel inexploité du travail dans une gestion durable du capital et du patrimoine naturel, a-t-il ajouté".

Cinq secteurs prioritaires soutenant un Accord Mondial Ecologique

Ces cinq secteurs produiront probablement la plus grande transition en terme de retombées économiques, de viabilité environnementale et de création d'emplois :

- Energies et technologies "propres", incluant le recyclage
- L'énergie rurale, y compris les énergies renouvelables et la biomasse durable
- L'agriculture durable, incluant l'agriculture organique

- Infrastructure relative à l'écosystème
 - Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD)
 - "Villes durables", incluant la planification, le transport et la construction écologiques.
-